

participant à des programmes de développement scientifique, technique et économique, le Canada peut aider l'Amérique latine à secouer le joug américain. Évidemment, les relations que nous entretenons avec l'Europe comptent beaucoup, mais il ne faudrait pas pour autant "perdre de vue les 350 millions de Latino-américains avec qui nous partageons l'hémisphère". Ce voisinage suppose des responsabilités et exige une "réorganisation de nos priorités".

Diverses propositions concrètes ont été formulées. Cette fois encore, comme à la Table ronde de septembre 1985, on a déclaré que le Canada pourrait réunir des pays occidentaux partageant ses vues pour créer ainsi un groupe d'appui qui épaulerait les membres du groupe de Contadora. Le climat est actuellement propice à une telle mission diplomatique: d'une part, Washington sort à peine du scandale de l'*Irangate*, et d'autre part, la Suède vient de proposer la formation d'un groupe d'appui européen. Il a aussi été question d'organiser une conférence sur la paix en Amérique centrale semblable à celle d'Helsinki. Certes, il faudra effectuer de nombreuses consultations avant de mettre ces projets à exécution, mais le temps presse, car la militarisation se poursuit dans la région.

Le Canada pourrait aussi amorcer la création d'un "fonds pour la paix" qui servirait à financer les travaux du groupe de Contadora. Et pourquoi pas une sorte de Plan Marshall? Le fonds pourrait servir à institutionnaliser le processus de Contadora et à financer les études techniques nécessaires à la mise en oeuvre du traité proposé en juin 1986; rappelons que ce traité envisageait la mise sur pied de commissions spéciales qui examineraient la question des réfugiés et les problèmes politiques, économiques et sociaux. La commission de vérification et de contrôle devrait par ailleurs effectuer des études sur l'ampleur maximale autorisée de la militarisation et sur d'autres aspects de la sécurité. Nous devrions nous mettre à l'oeuvre dès maintenant pour que, le moment venu, quand un traité de paix sera signé, il soit possible de l'appliquer rapidement et efficacement. Des groupes de recherche canadiens, européens et centraméricains et diverses institutions pourraient mener ensemble des études sur les moyens à prendre pour régler le conflit et définir ce qu'il conviendrait de faire pour favoriser le développement et provoquer ainsi les changements économiques et sociaux indispensables à l'établissement d'une paix durable en Amérique centrale.

Un fonds pour la paix serait par ailleurs utile pour financer l'application des différentes MPAC et des mesures transitoires énoncées au cours de la Table ronde; on a aussi proposé de verser une aide économique en "récompense" aux parties qui auraient engagé des pourparlers fructueux (comme par exemple sur la côte Est du Nicaragua).